



DECLARATION LIMINAIRE DE LA FSU

CSA SD - 05/02/24

La nouvelle ministre a commencé l'exercice de son nouveau mandat avec une polémique inédite. A peine désignée, en réponse à une question -pourtant prévisible- sur le choix de scolarisation de ses enfants, la ministre s'est lancée dans une attaque en règle contre les personnels du service public d'éducation dont on venait de lui confier la charge !

Madame la Ministre de l'Éducation Nationale assume clairement sa préférence pour l'enseignement privé confessionnel et ne se prive pas de dénigrer les personnels de l'enseignement public, censés ne pas remplacer "un paquet d'heures" de cours. Bien que s'en défendant, elle prend bien l'initiative d'une nouvelle guerre scolaire privé/public au profit exclusif de l'enseignement privé.

Par ailleurs, les reproches que Madame la Ministre a adressés à l'enseignement public à travers l'École Emile Littré de Paris, se sont révélées fausses et ses excuses tardives et embarrassées ne changent rien au manque de sérieux de ses allégations et à leur caractère insultant.

J-M Blanquer nous avait habitués au mépris, et, jusque là, seul, M. Claude Allègre avait réussi l'exploit de se discréditer aussi rapidement auprès des personnels.

Au-delà de sa communication calamiteuse, la ministre illustre, par ses propos, la politique de transformation du système éducatif par la mise en œuvre d'une école à plusieurs vitesses.

L'existence d'un réseau privé sous contrat s'affranchissant des règles communes, contraint le système actuel à devenir ségrégatif et, surtout, à contredire le principe d'"égalité des chances" et de mixité sociale.

Les inégalités ne font que se renforcer depuis 7 ans à la faveur des politiques et des réformes menées par le gouvernement. Le « choc des savoirs » annoncé par Gabriel Attal qui semble avoir pioché dans les programmes réactionnaires de l'extrême droite, de Zemmour à Le Pen, ne fera qu'aggraver les écarts. C'est un choix qui paraît désormais assumé. L'expérimentation de l'uniforme à l'école s'inscrit également dans cette volonté de mettre au pas notre institution avec des représentations parfaitement rétrogrades de notre jeunesse et des attentes de leurs parents qui attendent de l'École publique républicaine un enseignement de qualité pour tous les enfants et adolescents de notre pays.

Le véritable choc en Haute-Marne sera celui de la perte de 19 postes : c'est la plus grosse ponction depuis plus de 10 ans.

Pour 277 élèves perdus, la Haute-Marne retire 19 postes, soit 1 poste perdu pour 15 élèves contre un poste perdu pour 25 élèves en moins dans le reste de l'Académie.

C'était déjà le cas l'année dernière. En 2023, la Haute-Marne devait rendre un poste pour 18 élèves perdus et dans le reste de l'Académie 1 poste pour 32 élèves perdus.

Ces chiffres indiquent que la Haute-Marne paie toujours plus ses pertes.

Ces suppressions ne prennent pas en compte les spécificités de notre département et la réalité du vécu des familles haut-marnaises : éloignement des centres culturels, peu de prises en charge par les RASED, sentiment d'isolement et de déclassement. Il est capital de limiter le temps de transport quotidien des enfants et donc de maintenir un maillage d'écoles de proximité.

Le climat scolaire est dégradé. A l'heure actuelle, les acteurs de l'Éducation Nationale sont particulièrement exposés aux grandes difficultés que connaît notre société : surmenage, burn-out, dépression, suicide, dévalorisation du métier, discrédit, discrimination, dialogue social faussé, gestion financière au détriment de l'intérêt général etc.

Cette perte de sens dans le métier et des conditions de travail et de rémunération indignes, conduisent à une hausse sans précédent de démissions de nos collègues.

La FSU s'oppose fermement à la réforme ministérielle dans le secondaire qui ne garantit en rien la réussite des élèves, mais continuera à dégrader les conditions de travail des personnels.

La FSU s'insurge contre les classes de niveau qui sont l'autre nom de la ghettoïsation de l'enseignement. Ces classes de niveaux excluent les plus précaires de notre société avec des classes "poubelles" (comment les qualifier autrement ?) et affirme l'entre-soi des plus aisés au sein de classes dites d'excellence, réservées à des enseignants forcément excellents.

La FSU se veut porteuse d'un autre projet d'école : une école évidemment publique, laïque, républicaine et assurément démocratique.